



La CGT Trésor Impôts Corse du Sud

Ajaccio, le 16 juillet 2009

SIP d'Ajaccio et Trésorerie d'Ajaccio: Rencontre du 1^{er} juillet en Mairie et demande d'audience

Ainsi que nous nous étions engagés à le faire en rencontrant tous les partenaires potentiels, le 1^{er} juillet les sections CGT Trésor et Impôts de Corse du Sud ont rencontré le 1^{er} adjoint au Maire et responsable du plan d'urbanisme d'Ajaccio, Paul-Antoine LUCIANI, sur la question des locaux du SIP d'Ajaccio.

Nous lui avons exposé l'absurdité d'établir ce SIP dans les locaux de Cuneo, pour les raisons évidentes déjà évoquées de difficulté d'accès et de non-fonctionnalité des locaux.

(cf notre tract <http://www.tresor.cgt.fr/2a/spip.php?article160> Cuneo/Aspretto Y a pas photos !)

Nous lui avons également relayé l'opposition des personnels prioritairement concernés de la Trésorerie d'Ajaccio, Ajaccio Rural et du CDI d'Ajaccio, qui ont majoritairement signé la pétition (dont nous lui avons remis le double).

Ainsi que nous le lui avons argumenté et que nous le disions dans notre tract, la vente ou l'abandon de location des sites actuellement occupés (TP, Rural, Cunéo) rapporterait au bas mot 6 millions d'euros, ce qui permet tout de même d'envisager des locaux offrant toutes les garanties de fonctionnalité !

- **Le 1^{er} adjoint au maire a reconnu le bien-fondé de notre opposition et s'est engagé à demander au député-maire Simon RENUCCI d'intervenir en tant que député avec une question orale à l'Assemblée Nationale.**
- **Il s'est par ailleurs engagé au nom de son groupe (PC), à présenter une motion à l'Assemblée de Corse, motion qui si elle est acceptée sera dirigée chez le Préfet.**
- **Il s'est également engagé à nous tenir au courant de ses recherches concernant un emplacement possible pour les locaux du SIP.**

A signaler que nous avons au préalable demandé à être reçus par le Préfet, qui à ce jour a refusé de nous recevoir au motif qu'il s'agirait d'une question purement interne ! Il s'agit pourtant bien de services publics et du service rendu au public...

Parallèlement, nous sommes actuellement en attente d'une audience auprès de notre direction locale sur la question des travaux prévus en novembre pour une durée de 2 ans à la Trésorerie d'Ajaccio et des solutions d'accueil qui pourraient être examinées et dont nous avons connaissance.

Lors du CTPPL du 15 juillet (cf <http://www.tresor.cgt.fr/2a/spip.php?article165>), la direction s'était engagée à faire analyser juridiquement le bail et faire des démarches auprès du propriétaire, afin d'obliger celui-ci le cas échéant à fournir des locaux opérationnels aux services du Trésor.

Or nous avons appris que les agents de la Trésorerie sont actuellement sollicités par leur chef de poste pour choisir leur lieu de travail (Orangers ou Cuneo) en fonction de « leurs plus ou moins grandes difficultés à rejoindre Cuneo »... sachant que sur les 6 places disponibles aux Orangers 3 agents sont déjà désignés, et que 11 ou 12 agents devraient de toute façon aller à Cuneo !

Faut-il l'interpréter comme une initiative d'un chef de poste trop zélé et devançant les restructurations, ou y aurait-il discours officiel et discours officieux de la direction ? ? ? ? ?

En effet, la CGT n'est pas dupe du caractère prétendument provisoire d'une installation des agents à Cuneo, qui entérinerait de fait le choix de ces locaux comme SIP.

La fusion DGCP/DGI a été décidée malgré l'opposition des syndicats et malgré l'opposition des personnels, le SIP d'Ajaccio est prévu pour 2011, pourquoi faudrait-il qu'on anticipe encore sur cette date et que les agents subissent dès novembre 2009 (soit 2 ans plus tôt) les désagréments d'une réforme qu'ils n'ont pas demandée et qu'ils rejettent ?

La CGT s'insurge contre cette éventualité !